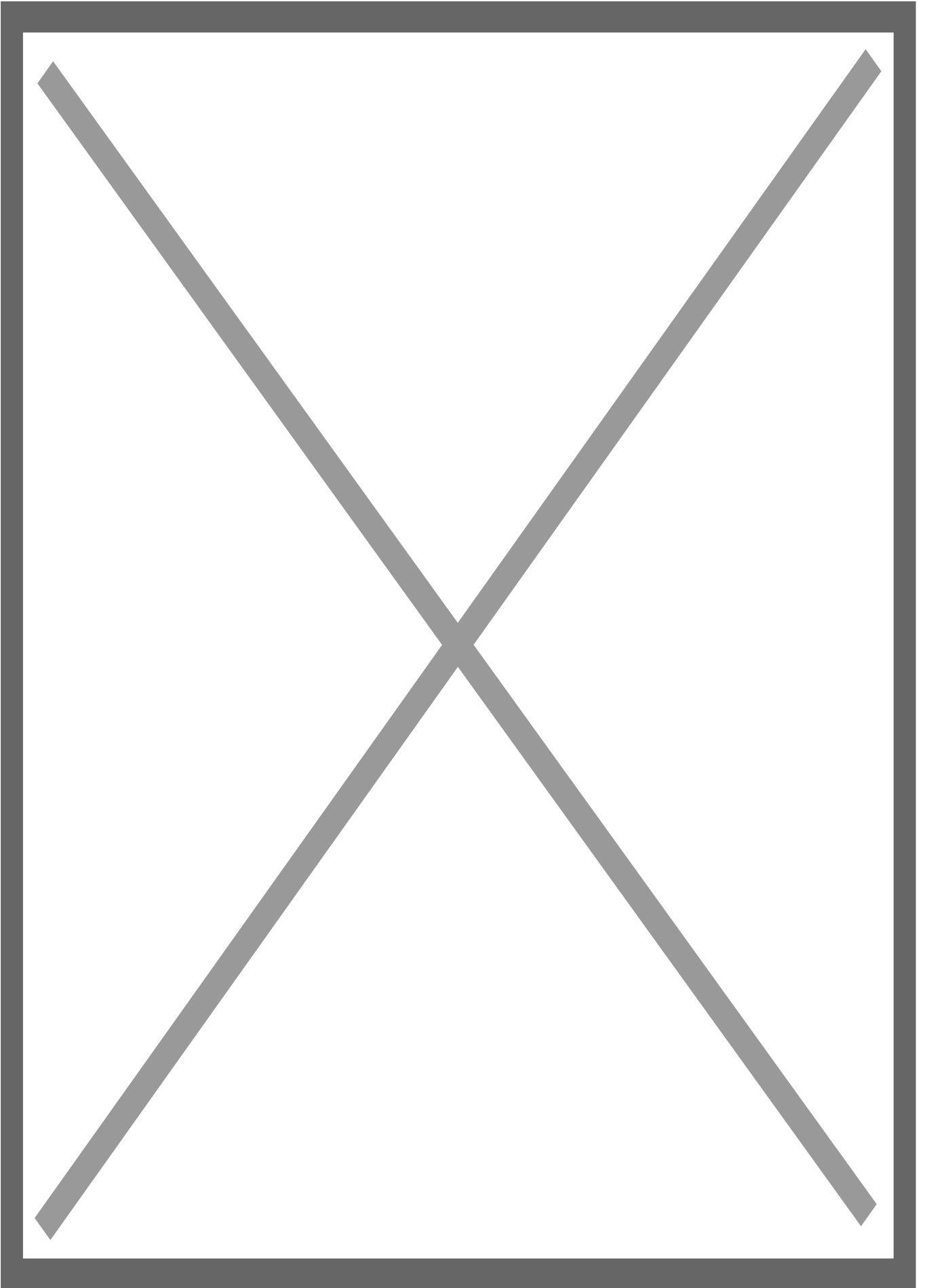


Cuba revendique son droit à la défense

Image not found or type unknown



La Havane, 14 oct. (RHC)- Un éditorial de Granma, organe officiel du Parti Communiste de Cuba, paru ce mercredi, revendique le droit de notre pays à la défense contre tout type d'agression.

Granma expose les raisons pour lesquelles les autorités municipales de plusieurs villes de notre pays ont refusé l'autorisation d'une manifestation initialement prévue pour le 20 novembre qu'elles considèrent comme faisant partie des plans de déstabilisation promus par les États-Unis.

«Les organisateurs tentent d'utiliser la Constitution pour légitimer la provocation. Ils utilisent des préceptes constitutionnels pour défendre des stratégies anticonstitutionnelles», note l'éditorial.

«En aucun cas, les déclarations sur l'irrévocabilité du système socialiste établi à l'article 4 et l'interdiction de négocier dans les circonstances prévues à l'article 16 (a), ne sont réformables».

«Il est clair que ni aujourd'hui ni à l'avenir le droit de manifester ne peut être utilisé pour subvertir le système politique, pour renverser le projet socialiste ou pour établir des alliances avec des groupes et des organisations qui reçoivent des fonds étrangers afin de promouvoir les intérêts du gouvernement des États-Unis», souligne l'éditorial.

«Il n'existe pas dans notre pays le droit d'agir en faveur des intérêts d'une puissance étrangère et de mettre en danger la stabilité de nos citoyens. Il est inconstitutionnel, illégitime, immoral, de souscrire à un projet annexionniste. Nos lois le disent et notre histoire en témoigne».

L'éditorial souligne que « parmi ceux qui appellent à la manifestation se trouvent des «dirigeants contre-révolutionnaires», qui reconnaissent ouvertement le financement du gouvernement étasunien pour renverser l'ordre constitutionnel sur l'île».

«Dès qu'elle a été annoncée par ses organisateurs, la manifestation a reçu le soutien public et notoire de législateurs étasuniens, d'opérateurs politiques de la mafia anticubaine et de médias qui encouragent les actions contre la Révolution», a dénoncé l'organe officiel du PCC.

Granma a également critiqué l'implication des fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis à La Havane qui ne fournit même pas de services consulaires, mais joue «le rôle indigne de baby-sitters pour les représentants de la contre-révolution».

« Un tel comportement est en totale contradiction avec le droit international et en particulier avec la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

Via de tels sponsors et intentions déclarées, il est très difficile de présumer de la civilité et du pacifisme dans l'action appelée en novembre. Et encore moins d'intentions légitimes et souveraines», a conclu le journal.

Source: Prensa Latina



Radio Habana Cuba